Note de conjoncture 7 – Mai 2011

L'actualité des sondages, études et conférences

Alain Vermeersch

18 mai 2011

L'actualité des sondages

Présidentielle

Selon une étude BVA, le nombre de personnes mécontentes est en hausse de six points par rapport à mai 2010. A la question "globalement, depuis quatre ans, diriez-vous que le bilan de N. Sarkozy en tant que président de la République" est mauvais ou bon, 73% des personnes interrogées répondent "mauvais" contre 27% qui disent "bon", au lieu de 31% il y a un an. Sur 12 grandes réformes lancées depuis quatre ans par Nicolas Sarkozy, l'allégement des droits de succession reçoit le soutien de 60% des sondés, 15% considérant en revanche qu'elle aura un impact négatif, soit un solde positif de 45 points. D'autres réformes bénéficient également d'un solde positif : le Grenelle de l'environnement (14), la loi sur le service minimum (13), le RSA (9), le Grand Paris (6), la réforme des heures supplémentaires (3). "Vraisemblablement, Nicolas Sarkozy a raison de faire de la pédagogie de ses réformes : c'est certainement plus payant que de faire la course avec le Front national", a précisé Gaël Sliman, directeur de BVA Opinion.

LH2 publie un nouveau sondage d'intentions de vote sur l'élection présidentielle. Il semble montrer des chiffres inférieurs à ceux des autres sondages pour les trois candidats en tête (le candidat socialiste, N. Sarkozy et M. Le Pen), et donc plus de voix pour les candidats arrivant derrière.

Ainsi, N. Sarkozy obtient entre 18% et 20% selon les hypothèses, et M. Le Pen entre 17% et 18%. Les candidats socialistes sont crédités d'intentions de vote entre 21.5% et 24%, sauf S. Royal qui est à 15%. Derrière, le principal challenger serait N. Hulot, entre 11 et 13,5%, alors que E. Joly aurait un potentiel moindre à 9% là où N. Hulot ferait 11%. Jean-L. Borloo serait entre 9 et 11% et F. Bayrou entre 7 et 8%. D. de Villepin entre 4,5 et 6%, J-L. Mélenchon entre 4% et 6%. Le nouveau

venu dans la course à l'Elysée, J-P. Chevènement, ferait entre 1% et 3%.Tous les autres candidats ne dépasseraient pas 1% dans quelque hypothèse que ce soit.
L'observatoire de l'opinion - 9 mai 2011. La nouvelle vague de l'Observatoire de l'Opinion LH2 pour nouvelObs.com réalisée les 6 et 7 mai 2011 fait le point sur la popularité de l'exécutif, à un an exactement de la prochaine élection présidentielle. Avec 34% des personnes interrogées qui déclarent avoir une opinion positive de N. Sarkozy, le président de la République amorce une remontée de sa popularité auprès des Français alors que sa campagne pour briguer un nouveau mandat semble lancée. Avec 34% des personnes interrogées qui déclarent avoir une opinion positive de N. Sarkozy en tant que président de la République.

Politique
Selon le **tableau de bord politique Ifop/Paris Match** de mai, les conversations des Français ont tourné sur la mort de ben Laden (85%), l'attentat de Marrakech (79%), la hausse des prix des carburants (76%), l'intervention française en Libye (54%), le suicide d'un salarié de France Telecom (49%). Parmi les personnalités politiques qui peuvent jouer un rôle, DSK obtenait 46%, Hulot (43% - 8), Aubry (42% +1), Hollande (40% +6), M. Le Pen (29 +4), JL Mélenchon (15 -1).

Le ministre des Affaires étrangères décroche la troisième place du nouveau **baromètre politique mensuel** réalisé par l'institut **CSA pour Les Echos** (1). Quelque 46 % des Français ont une image « plutôt positive » du ministre des Affaires étrangères, qui talonne le favori des sondages à gauche, D. Strauss-Kahn, et l'écologiste et ancien animateur de TF1 N. Hulot, tous deux crédités de 50 % de bonnes opinions. A la veille du congrès du Parti radical, le numéro deux du gouvernement se paie même le luxe de devancer de trois points le centriste J-L. Borloo. D. de Villepin et J-F. Copé, le patron de l'UMP, sont loin derrière. Ce score d'A. Juppé, que le sondeur qualifie de « remarquable », pourrait relancer les interrogations, à droite, sur l'opportunité d'une candidature du président sortant en 2012. Car N. Sarkozy est, lui, dans une situation toujours compliquée. Ils ne sont en effet que 32 % à faire confiance au chef de l'Etat pour « affronter efficacement les problèmes du pays ». Soit huit points de moins que F. Fillon, stable à 40 %. Avec 43 % de bonnes opinions, un point de plus que M. Aubry, F. Hollande n'est qu'à sept points de DSK. Et c'est la première secrétaire du PS qui obtient les meilleurs scores chez les sympathisants socialistes : 74 %, contre 71 % pour le président du FMI et 67 % pour le député de Corrèze. S. Royal, en revanche, est sévèrement distancée. 68 % ont d'elle une image négative. C'est un point de plus que M. Le Pen. La présidente du FN séduit un tiers des plus de 65 ans, coeur de cible traditionnel de l'UMP, des catégories populaires, des salariés des services publics. Et des électeurs de N. Sarkozy au premier tour de 2007.

L'identité de la gauche. Sur la base de l'enquête «L'identité de la gauche», réalisée du 22 au 27 septembre 2008, l'i**nstitut Viavoice** a réalisé pour Libération une typologie des familles de la gauche. Cette typologie a été conduite auprès des personnes se déclarant de gauche. Au sein de cet ensemble, ont été identifiés les groupes les plus homogènes, caractérisés par des visions communes de la société, de l'économie et de la politique. Ce travail a conduit à la mise en évidence de quatre familles de la gauche :

- **La gauche « sociale-démocrate »** (27%). Cette première famille qui se déclare « plutôt » à gauche rassemble les catégories sociales moyennes et supérieures autour notamment de préoccupations liées à la croissance économique, la construction européenne, la santé et la réforme de l'Etat. Elle juge que le clivage gauche-droite est dépassé et souhaite pour l'avenir de la gauche une ouverture au centre. Cette famille accorde encore une confiance forte aux socialistes pour faire des propositions et pour se préoccuper des conditions de vie des Français. Enfin, les trois leaders politiques les plus associés à cette tendance sont M. Aubry et dans une plus large mesure B. Delanoë ainsi que D. Strauss-Kahn.
- **La gauche « anticapitaliste »** (25%). Positionné « très à gauche », ce groupe trouve ses fondements idéologiques autour de l'anticapitalisme et de l'alter-mondialisme, illustrant ainsi sa dénonciation de l'économie de marché et du libéralisme économique. En pratique, les membres de cette famille souhaitent un Etat puissant. Ce groupe voit l'avenir de la gauche dans l'ouverture vers les antilibéraux et croit encore avec ferveur au clivage gauche-droite. O. Besancenot est largement désigné comme le représentant naturel de cette frange de la gauche, mais J. Bové et M-G. Buffet.
- **La gauche « sociale-républicaine »** (24%). Proche idéologiquement de la famille « sociale-démocrate » sur certains points tels que l'ouverture au centre et le réformisme, la gauche «sociale-républicaine» se recentre sur les fondamentaux du socialisme : égalité des chances, éducation, laïcité, lutte contre la précarité. Concernant leurs représentants politiques, F. Hollande est plus associé à ce groupe qu'aux autres.
- **La « contre-gauche »** (24 %). La « contre-gauche » est la plus atypique des quatre familles. Sa particularité est de situer en retrait par rapport aux références usuelles de la gauche, tout en se déclarant « de gauche ». Concrètement la « contre-gauche » : Est plus distante que les autres familles de la gauche à l'égard des idéologies, et leurs membres se déclarent éloignés des valeurs que constituent l'anticapitalisme, le socialisme, la social-démocratie, la laïcité et le réformisme; n'appelle pas à l'intervention de l'Etat; sont les plus nombreux à être sensibles à la question de l'insécurité et de l'immigration. C'est bien cet électorat, qui peut basculer d'un camp à l'autre s'ils se sent incompris, que S. Royal avait essayé de capter en 2007 et qu'elle cherche à reconquérir. Elle est d'ailleurs la mieux placée à gauche selon les données recueillies pour fédérer cette famille.

Guerre en Afghanistan

Une majorité (55%) de Français est favorable au retrait des troupes françaises d'Afghanistan, selon un sondage BVA publié jeudi dans le quotidien gratuit 20 minutes et réalisé après l'annonce de la mort de Ben Laden. 55% sont favorables à leur départ, 43% pour qu'ils restent, 2% ne se prononçant pas.

Social

Une large majorité de Français se déclare favorable aux propositions de L. Wauquiez sur le **Revenu de solidarité active** (RSA) et le plafonnement du cumul des minima sociaux, selon une **enquête OpinionWay pour Le Figaro**. A la question êtes-vous favorable "à ce que les bénéficiaires du RSA consacrent, en contrepartie de leur allocation, 5 heures de service social par semaine au sein d'une collectivité ou d'une association?", 70% des personnes interrogées répondent par l'affirmative, 29% y sont opposées, 1% ne se prononce pas. Les avis favorables sont majoritaires dans toutes les familles politiques, à l'exception des sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts (49%): PS (57%), MoDem (66%), extrême gauche (68%), sans sympathie partisane (69%), extrême droite (86%), UMP (88%). S'agissant du plafonnement du cumul des minima sociaux à 75% du SMIC, proposé aussi par M. Wauquiez, 65% des personnes interrogées y sont favorables, 34% opposées, et 1% ne se prononce pas. Là aussi, l'adhésion est majoritaire chez les sympathisants de toutes les familles politiques, à l'exception de ceux d'Europe Ecologie-Les Verts (46%): PS (55%), sans sympathie partisane (59%), MoDem (64%), extrême gauche (74%), extrême droite (77%), UMP (83%). Enfin à la question "faut-il imposer des contreparties aux bénéficiaires du RSA?" (des contreparties existent actuellement dans le dispositif RSA, ndlr), 67% des sondés y sont favorables, 32% sont contre et 1% ne se prononcent pas. Seuls les sympathisants d'Europe Ecologie n'approuvent pas (38% sont favorables). Les autres approuvent: PS (51%), sans sympathie partisane (64%), extrême gauche (66%), MoDem (79%), extrême droite (83%), UMP (89%).

Stéphane Rozès, politologue président de l'institut Cap, voit dans cette cacophonie gouvernementale une vraie division au sein de la majorité. «**C'est l'expression d'une crise de leadership idéologique de N. Sarkozy**, qui n'arrive plus à réunifier les droites (gaulliste, démocrate-chrétienne, centriste, libérale…) comme il l'a fait en 2007», analyse-t-il. En cause, selon lui, «la ligne de droitisation adoptée depuis le discours de Grenoble, qui a creusé un fossé entre les principaux ténors de la majorité. Tout comme «la stratégie d'instrumentalisation des uns contre les autres, afin de régner en divisant». Fort du constat qu'il ne peut plus rassembler, N. Sarkozy mènerait «une bataille du premier tour» pour 2012, indique Stéphane Rozès. Objectif: rassembler le noyau dur de la droite autour de lui et de certains thèmes (immigration, nationalité, débat sur la laïcité, etc). «Nicolas Sarkozy pense qu'il ne peut pas l'emporter face à un candidat de gauche. Il a trop divisé le pays. Il

souhaite donc voir Marine Le Pen au second tour», estime le politologue. Selon Paul Bacot, professeur de science politique à l'IEP de Lyon, N. Sarkozy n'est peut-être pas à l'origine de ces propositions, mais «ça l'arrange peut-être de voir ce que cela donne. «C'est toujours intéressant de relancer ce genre de débat, fondamental dans le discours sarkozyste. C'est l'idée que les revenus sont liés au travail et ce dans les deux sens. Si l'on travaille, on a des revenus. Si l'on a des revenus, on doit travailler.» «Nicolas Sarkozy s'adaptera, il est très élastique, reprend Stéphane Lozès. Ce n'est pas un doctrinaire, mais un tacticien.» Reste que selon lui, deux lignes s'affrontent parmi ses propres conseillers. Celle de Patrick Buisson, qui joue sur les thèmes du Front national pour voir Marine le Pen au second tour, et celle d'Henri Gaino, qui a permis de gagner en 2007, «donnant à chacun une place au sein de la Nation».

Baromètre des préoccupations des Français - mai 2011. Le chômage et l'emploi se stabilisent en tête du classement (73%, -1pt) et le pouvoir d'achat fait un bond de 4 points (56%), confirmant la 2ème position qu'il avait pris en avril et la hausse continue depuis septembre 2010. Notons que le pouvoir d'achat semble préoccuper davantage les ouvriers (66% de citations) et les sympathisants Front National (65%). La question du logement, liée à celle du pouvoir d'achat par la hausse des prix de l'immobilier, préoccupe davantage les Français (30%, +3pts), et notamment les ouvriers (36%). Si les préoccupations économiques sont en tête de ce baromètre, celles ayant trait aux services publics de la santé et de l'enseignement connaissent aussi une hausse dans l'opinion publique.

Politique

Marc Weitzmann, écrivain, dans une tribune au Monde (05/05) sous le titre « **La vague "droitière" est réactionnaire**. » écrit « Gaël Brustier et Jean Philippe Huelin développent un argument pénible : c'est *"à gauche"*, d'après eux, que se situent les racines de l'actuelle évolution du débat français vers la droite.. Risquons une hypothèse : née avec le nouveau siècle et ces inquiétudes, l'actuelle vague "droitière", particulièrement perceptible dans les milieux intellectuels et littéraires, n'est ni "conservatrice" ni "néo-conservatrice" mais franchement réactionnaire. Ses principales figures - de Michel Houellebecq à Maurice Dantec, du posthume Philippe Muray, ressuscité par Fabrice Luchini, à Renaud Camus, en passant par Eric Zemmour and Cie - doivent moins à Albert Camus ou à Arthur Koestler, qu'à Léon Bloy, à Maurras, voire à Joseph de Maistre.. Il faudrait montrer comment, forgée dans la nostalgie de l'Ancien Régime, toute une bourgeoisie française composée de hobereaux, de parvenus et de faux aristocrates porta, dès le début de

la Révolution industrielle, à l'argent neuf une haine farouche à la hauteur du profit qu'elle s'efforçait d'en tirer.. La disparition de la guerre froide, mettant fin, du même coup, à la pertinence du gaullisme comme épine dorsale de l'identité politique française, ne permet-elle pas la résurgence, dans les milieux culturels, de cette tendance que Marine Le Pen, mais pas seulement elle, tente d'incarner sur le champ politique ? On a beaucoup glosé ces dernières années sur l'impasse idéologique du socialisme, privé de référence maintenant que la guerre froide est achevée et que le modèle soviétique a disparu. Mais la droite semble bien en fin de compte avoir le même problème. »

Populisme

D. Reynié vient de publier un livre « Populisme: la pente fatale. » On peut y lire « Il y a longtemps que les partis de gouvernement de la gauche européenne ont délaissé l'affirmation d'une idéologie de rupture, de type marxiste, y substituant peu à peu un discours et un projet technocratiques et pragmatiques, admettant implicitement l'impossibilité de lever les contraintes liées au fonctionnement du marché ou aux limites de l'intervention publique. Mais pour les classes populaires, cela a été d'autant plus le signe d'un abandon qu'elles avaient de moins en moins le sentiment de pouvoir compter sur la mobilité et la promotion sociale pour échapper aux limites de la condition ouvrière. La gauche est devenue plus faible quand la société est devenue plus dure.. Confrontées aux conséquences de la nouvelle économie et du vieillissement démographique, les classes populaires n'ont été représentées par les partis de gauche de gouvernement. Le déclin de la gauche européenne dans les couches sociales les plus modestes n'a pas donné lieu à la renaissance d'une gauche révolutionnaire.. l'essentiel de la mutation politique se fait à l'avantage des partis d'extrême droite et, plus encore, au bénéfice de ceux qui ont su négocier le tournant du populisme. La gauche de gouvernement en tentant de compenser la perte de ses bases populaires historiques par une tentative de conquête des catégories moyennes et supérieures, mettant l'accent sur les thèmes du postmatérialisme parfaitement illustrés par la valorisation du multiculturalisme et la promotion des nouveaux droits. C'est la fameuse gauche « bobo », dont l'une des caractéristiques est de n'avoir pas comme priorité de se rendre au bureau de vote.. » Il note les difficultés de cette gauche qui hésite « entre le basculement pur et simple à droite, au risque de disparaître.., et le retour à l'idéologie radicale, au risque de retomber dans les marges de la protestation.. Le recentrage des partis de gauche se révèle d'autant plus malvenu que, au même moment, ce sont les classes moyennes qui se sentent menacées. » Il poursuit « Les classes moyennes sont d'autant plus enclines à s'écarter de l'influence électorale des partis de gauche qu'elles sont particulièrement sensibles aux questions de délinquance et d'immigration, soit parce qu'elles sont directement touchées, mais ce n'est pas toujours le cas, soit parce qu'elles craignent de l'être. » Il analyse « la percée du

populisme patrimonial » par le rejet de l'Europe. « Les référendums nationaux sur les questions européennes ont favorisé puis amplifié le succès des populistes.. « Tous les électeurs du « non » ne sont pas populistes et xénophobes, mais tous les populistes et xénophobes ont voté « non ».. « Le « non » à l'Europe combine la xénophobie, une forte hostilité à l'islam, la dénonciation de la bureaucratie et le rejet des partis dominants. Le populisme est toujours corrélé à une pensée de type nationaliste, d'une manière ou d'une autre. Il n'y a pas d'exception à cette règle. Le peuple est national. Voilà les seules informations données par les populistes et qui permettent d'imaginer son visage: ce n'est pas une classe sociale, ce n'est pas un groupe social, c'est une nation épurée de se élites malfaisantes, c'est l'idéal d'un peuple seul avec lui-même, sans aucune médiation ni parasitage à soi. C'est un peuple, parce qu'il est en butte à ceux qui le gouvernent, mais c'est un peuple national parce qu'il est en butte à l'étranger qui le menace.. » Il poursuit « Les délocalisations, les fonds de pension, les marchés financiers ou la déloyauté des évadés fiscaux sont des thèmes qui apparaissent nettement moins souvent parce que le populisme patrimonial est un populisme de riche. S'agissant de l'économie nationale de marché, il remarque « La prise en compte de la question économique fait apparaître une sorte de consensus populiste sur la nécessité du marché.. Ils s'accommodent de la globalisation.. Ils imaginent tout au plus une sorte d'économie nationale de marché, placée sous l'autorité de l'Etat réaffirmant sa puissance, notamment par une réactivation des frontières et une politique protectionniste, mais ce n'est pas, à proprement parler, un mode alternatif de production des richesses. » Il pointe l'idée d'un antifiscalisme « Les critiques du développement de l'Etat providence et du poids croissant des prélèvements obligatoires qui en serait la conséquence sont parmi les premières manifestations de la renaissance du populisme... Depuis l'argument ne fait que gagner en puissance, la gestion du chômage de masse dans la désindustrialisation puis la globalisation des économies européennes, la charge des dépenses de retraite et de santé liées au vieillissement démographique, la tendance générale à l'accroissement de la dette publique, avec de nombreux cas de surendettement public, tout cela a concouru, et concourra encore, à favoriser le thème d'une raréfaction des ressources collectives et, conséquemment, celui de leur partage, en ce qui concerne la question qui nous occupe, entre les ressortissants de souche et les immigrés.. »

A. Duhamel constate dans sa chronique du Point (28/04) « On peut surtout contester l'application de cette thèse globalement séduisante au Front national de Marine Le Pen. Pour Reynié, il s'agit désormais d'une version du populisme européen. Mais un parti nationaliste, xénophobe, autoritaire, conspuant les élites et les médias, prônant le retour à un Etat fort, y compris en matière économique, sans écarter ultradirigisme, voire nationalisations, abusant de surcroît cyniquement les classes populaires, cela ne ressemble-t-il pas furieusement aux ligues d'extrême

droite des années 30, quand déferlait déjà une terrible crise économique mondiale ? La question n'est pas seulement de vocabulaire.

Balle au centre

Rapport Terra Nova. Ce que dit le rapport : Le socle historique de la gauche (alliance ouvriers-employés-cadres moyens) se dérobe. Les ouvriers votent à droite. Elle ne partage plus les mêmes valeurs que la gauche. Et le nouveau noyau de la gauche est constitué des jeunes, des femmes, les « minorités », les diplômés. Dans Marianne, O. Ferrand nie absolument abandonner les catégories populaires : « Le cœur de la coalition, ce sont les quartiers populaires. Ce sont les jeunes » Ce que nous abandonnons c'est l'idée de front de classe. Tout simplement parce que les classes sociales, dont la classe ouvrière, ont explosé. Cela se voit dans les votes, qui sont devenus illisibles si l'on réfléchit en terme de classes. Nous n'avons pas changé « de valeur : elles sont toujours la justice sociale et la solidarité envers les plus démunis. » dit-il. Il faut souligner que cette nouvelle coalition imaginée dans ce rapport est loin d'être majoritaire en termes de votes et d'expressions de vote. Les jeunes et les immigrés votent peu. Le vote féminin est le seule élément stable. Mais il y aussi le FN qui vise ce vote. Le Pen dans une conférence de presse sur le pouvoir d'achat vante la parité, appelle à lutter pour l'égalité salariale, relance l'idée d'un salaire maternel. J-Y Camus estime que 12 à 15% des femmes ont voté FN aux cantonales. Donc pour O. Ferrand, cette nouvelle coalition femmes, jeunes et immigrés serait mobilisable sur les « valeurs » de gauche comme l'émancipation, au détriment de la défense des intérêts des classes populaires. On peut plagier Brecht : puisque le peuple de gauche s'enfuit, inventons un nouveau peuple de gauche. L'élément déterminant, le principal argument a avancé, c'est que la social-démocratie, pour Terra Nova : le social-libéralisme, ne s'est pas opposé au capitalisme triomphant et sa forme actuelle : la mondialisation et la financiarisation. Le constat à la lecture de ce rapport c'est, qu'il n'est plus en prise avec la réalité du peuple et des couches populaires. En centrant leur effort sur les seniors qui votent majoritairement à droite, ils espèrent réaliser une OPA. Et dans tout cela, il y a un vide sidéral de propositions pour construire une alternative véritablement de gauche. On ne peut pas traiter l'électorat comme on analyse une niche de « marché » sur laquelle on peut se rentabiliser , ce terme est lié au capitalisme financier et on veut nous imposer sa logique dans le domaine des relations de la citoyenneté.

En parallèle à ce rapport, Laurent Baumel qui co-écrit avec François Kalfon un ouvrage intitulé « L'équation gagnante : la gauche peut-elle enfin remporter l'élection présidentielle ? » a rédigé un article dans **Le Débat (mars-avril 2011). Intitulé « Le sens du peuple »**, il revient malgré lui sur le contenu du rapport Terra Nova. Ses sous-chapitres s'intitulent notamment « Le peuple en crise », Il

peut ainsi écrire « Le populisme peut aussi se lire comme un signal d'alerte, comme un cri politique poussé au nom du peuple, comme un mal nécessaire de la démocratie.. Le populisme peut ainsi être interprété comme le symptôme de la perte du sens du peuple chez une élite politique.. ». « La gauche sans le peuple », il écrit ce « détachement du peuple pose le plus de problèmes.. La gauche sans le peuple ne saurait en effet être véritablement la gauche.. La social-démocratie en Europe aurait ainsi perdu la confiance populaire parce qu'elle n'aurait pas su se distinguer du libéralisme économiquement dominant... Cette explication est.. en partie insuffisante.. il touche par exemple à l'impensé libéral de la gauche en matière culturelle et morale, à son adhésion au multiculturalisme.. C'est donc en termes de « valeurs » que cet enjeu doit être pensé.. » Plus loin il souligne que l'extrême droite a rencontré « des aspirations populaires qui ont été délaissées par la gauche : le travail mais aussi l'identité nationale, le modèle d'autorité social-familial, le sens de l'appartenance et de la protection collective, etc. » Pour cela il appelle à « retrouver le sens du peuple ». Il estime que « Face à une menace du populisme d'extrême droite... continuer de défendre sous différentes formes et à travers différentes propositions de politiques publiques un droit à la différence, voire un devoir de diversité des « minorités », qu'il s'agisse, pêle-mêle, des femmes, des homosexuels ou des immigrés de confession musulmane, pourrait s'avérer dévastateur politiquement.. Il s'agit désormais d'une menace qui pèse sur le cœur de l'électorat restant de la gauche : les catégories moyennes et supérieures urbaines et diplômées.. La gauche est au pied du mur.. On peut imaginer un nouveau fil narratif qui permettrait d'unifier cette quête du sens du peuple.. Un peuple du bon populisme que la gauche pourrait utilement se réapproprier pour faire pièce au mauvais qui émerge de manière toujours plus saillante en temps de crise, pour gagner les élections nationales.. »

Europe

BCE. L'institution gardienne de l'euro a laissé son principal taux directeur inchangé, tout en observant de près l'évolution de l'inflation. Un langage qui ne laisse pas augurer d'un rapide nouveau tour de vis monétaire. La réunion de la BCE se tenait deux jours après l'adoption d'un plan de sauvetage sur trois ans financé par l'Union européenne, le FMI et la BCE pour le Portugal, et sur fond d'anticipations récurrentes de restructuration de la dette grecque.

Le 12e Congrès de la **Confédération européenne des syndicats** (CES), qui s'ouvrira lundi à Athènes, va voir Bernadette Ségol, une Française qui a fait sa carrière en Belgique, succéder au Britannique John Monks au poste de secrétaire général. A la tête de la plus puissante des fédérations européennes, elle mène la fronde contre la directive Bolkestein sur les services et contribue à la mise en place des comités d'entreprise européens, deux combats considérés comme les plus beaux succès d'un syndicalisme européen qui peine encore à peser. Ce sera là le

principal objectif de son futur mandat : donner à la CES les moyens d'influer la gouvernance économique européenne, en vue de lutter contre le dumping social. Bernadette Ségol veut aussi renforcer le combat contre la tentation du repli nationaliste, nette dans de nombreux Etats. Elle entend développer le lien entre actions nationales et actions européennes, et bâtir un socle commun de revendications des syndicats européens, aujourd'hui bien plus prompts à s'accorder dans la contestation que dans la proposition.

Études, rapports, documents et chiffres

L'Insee a publié une étude : « La crise de 2008-2009 et ses suites : recul marqué de l'emploi et ralentissement des salaires, puis reprise en 2010 ». En 2009, le marché du travail connaît les plus fortes réductions d'emploi salarié observées depuis le début des années 1950 : 248 000 emplois sont perdus, la plupart au premier semestre. À la fin de l'année 2009, la situation se redresse et sur l'ensemble de l'année 2010, l'emploi marchand s'accroît de 125 000. L'intérim a été le premier secteur touché (- 35 % en un an), et ce, dès le second trimestre 2008. Puis, courant 2009, il se stabilise et repart à la hausse. L'onde de choc s'est ensuite propagée vers les emplois stables. Et ce sont les formes d'emploi les plus flexibles qui sont à l'origine du redémarrage de l'emploi en 2010. Au regard de la chute de l'activité économique, ce repli de l'emploi se révèle, en fait, inférieur à ce que l'on aurait pu prévoir. Les jeunes et les hommes sont les plus touchés. Les seniors sont dans une situation paradoxale : leur taux de chômage augmente, mais leur taux d'emploi également. Cette dégradation du marché du travail a pesé sur les évolutions de salaires, mais cet effet a été contrebalancé en 2009 par la faiblesse de l'inflation. Après une quasi-stabilité en 2008, le salaire moyen par tête augmente de 1,2 % en moyenne en 2009. En 2010, sa hausse devrait être également de 1,2 % en moyenne en euros constants.

Dépendance. UFC-Que Choisir favorable à un bouclier dépendance. L'association a fait un calcul tout simple: une personne dépendante qui dépense 2500 € par mois pour se payer une maison de retraite, quand ses revenus n'excèdent pas 1500 euros, est obligée de puiser tous les mois 1000 € dans son épargne. L'idée du bouclier, c'est de faire en sorte que tout le patrimoine ne soit pas englouti dans les frais liés à la perte d'autonomie.

Une trentaine de parlementaires français, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen de toutes tendances se sont réunis pendant un an pour produire un **audit de plus de 300 pages sur l'immigration,** sous l'angle social,

économique, démographique et même de sécurité publique. C'est un «rapport de constatation» qui permet de tordre le cou à certaines idées reçues mais aussi de rétablir les «mensonges par omission» du gouvernement. Par exemple, en 2009 , rapporte-t-il, on sait que 180.000 «personnes ont été admises sur notre territoire de manière régulière» mais ce qu'on ne dit pas, c'est que la même année, 75.000 personnes ont quitté le territoire français. Il réclame donc «une transparence totale» sur le sujet. Que dit d'autre ce document de 331 pages qui va «enrichir le débat de façon sereine» selon Etienne Pinte? Il part des «postulats» de base de la politique du gouvernement et les confronte à l'épreuve des faits.

Le racisme, la xénophobie et l'islamophobie ont progressé en 2010. A l'occasion de son rapport consacré à l'année 2009, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) soulignait qu'à l'inverse de conceptions largement partagées, les préjugés racistes diminuaient. Pourtant, l'analyse des résultats des enquêtes réalisées pour le rapport 2010 laisse craindre que ce mouvement soit interrompu. Il semble en effet que, pour la première fois depuis plusieurs années, nous constations une augmentation de l'intolérance. Il est impossible d'en tirer pour l'instant des conclusions définitives. En effet, seuls les résultats de l'année prochaine (et des années à venir) permettront d'affirmer avec certitude que cette augmentation est conjoncturelle ou interrompt de manière durable le mouvement d'ouverture de la société française vers l'autre. Ces constats sont d'autant plus inquiétants qu'ils s'inscrivent dans un contexte plus général de perception globalement négative de la société française : préoccupations économiques et sécuritaires fortes, vision très segmentée de la société. Par ailleurs, on assiste à une dangereuse banalisation des propos racistes. Internet contribue grandement à cette banalisation. Mais elle s'alimente également de l'instrumentalisation dans le discours politique de certaines thématiques (identité nationale, immigration, religion-laïcité), ainsi que de certains dérapages et des polémiques qui ont suivi.

Transparency International a publié son rapport annuel à cette occasion inédite sur le changement climatique. Cet organisme considère « que le changement climatique n'est pas qu'un défi pour les approches établies de la gouvernance, il transcende également les typologies établies de corruption.. Quand de très importantes sommes d'argent passent par des marchés et mécanismes financiers nouveaux, il y a toujours un risque de corruption » résume ce rapport. (pour aller plus loin http://www.transparence-france.org/)

4 millions. C'est environ le nombre de salariés qui devraient toucher la prime que va instaurer le gouvernement pour associer les salariés au partage de la richesse dans les entreprises, a-t-on appris mardi auprès du ministère du travail, qui a évoqué "un

ordre de grandeur". 8,9 millions de salariés sont employés dans des entreprises de plus de 50 salariés, tandis que les entreprises qui versent des dividendes emploient six millions de personnes, selon la même source. "Deux tiers" de ces six millions, soit environ quatre millions, devraient être concernés par le versement de cette prime, qui sera obligatoire
dans les entreprises employant plus de 50 salariés et dont le dividende a progressé l'année en cours par rapport à la moyenne des deux années précédentes, estime le ministère du travail, au vu d' "une étude d'impact". Le montant (et les modalités) de cette prime sera négocié au sein des entreprises et exonéré de cotisations sociales, hormis la
CSG-CRDS et le forfait social, jusqu'à un plafond de 1 200 euros. Le ministère avait estimé fin avril qu'environ huit millions de salariés étaient concernés par ces négociations.

Agenda

L'Europe face aux crises. Le Centre d'études et de recherches internationales organise le 23 mai de 17h à 19h un débat autour du *Rapport Schuman sur l'Europe. L'état de l'Union 2011,* une publication de la Fondation Robert Schuman, parue récemment sous la direction de : Thierry Chopin, Directeur des études de la Fondation Robert Schuman, expert associé au CERI-Sciences Po, Michel Foucher, Professeur des Universités à l'ENS (Ulm), Directeur de la formation de l'Institut des hautes études de défense nationale.

Marie-Claire Carrère-Gée, Présidente du Conseil d'Orientation pour l'Emploi
organise un colloque: **Mondialisation et emploi**. Mardi 21 juin 2011 de 9h à 17h30. Maison de la Chimie. Grand Amphithéâtre, 28 bis, rue Saint-Dominique - 75007 Paris. L'économie mondiale commence à sortir de la crise, mais tous les pays ne se trouvent pas dans la même situation. Les pays émergents ont déjà retrouvé des taux de croissance élevés, alors que les pays développés sont encore à la traîne. Quelles nouvelles régulations pour des échanges internationaux synonymes de plus d'emploi et de protection sociale pour tous ? L'économie mondiale est-elle entrée dans une nouvelle phase de son développement, avec un bouleversement des équilibres économiques historiques ? Comment l'Europe peut-elle parvenir à conserver sa place dans l'économie mondiale et à préserver ses emplois ? De nombreuses personnalités interviendront dans ce colloque afin d'apporter des réponses à ces questions.
Terra Nova organise un débat « 2012: Socialistes et écologistes dans le même bateau ». Mercredi 18 mai, 19h30 à la Bellevilloise.

À lire

L'étude de **Global Chance sur le « Nucléaire : le déclin de l'empire français** » (*Nucléaire : le déclin de l'empire français - Global Chance*)

Sciences Humaines (mai 2011) a réalisé un dossier sur les « Conflits du travail. De nouvelles mobilisations ? ». Les conflits au travail seraient en régression continue. Tel était depuis des décennies le constat commun des observateurs. La crise, le déclin du monde ouvrier et du syndicalisme, l'essor d'un nouveau management, tout concourrait à faire diminuer les conflits du travail. Or, le sens de l'histoire n'est pas aussi clair. Même plus discrètes, les mobilisations ont perduré dans les usines et ailleurs. De nouvelles mobilisations sont apparues récemment : elles concernent des personnels qui n'y étaient pas habitués, qu'ils soient cadres, employés de supermarchés, sans-papiers ou personnels précaires. Les mobilisations prennent aussi des formes nouvelles. La grève n'est plus le seul instrument d'action : du recours à la justice à la résistance passive, le répertoire d'action s'est diversifié. Les salariés auraient-ils repris l'initiative ? » Il faut lire notamment les articles de Christian Thuderoz, professeur à l'Insa, sur « La grammaire de la contestation ». Les salariés ne cessent de s'opposer à leur management. Du retrait au cynisme, de la militance au renoncement, les formes de cette contestation varient cependant, selon le type de contrôle managérial, mais aussi selon le degré d'engagement des salariés.

A lire aussi David Mélo, maître de conférence à Orléans sur « Un lancinant sentiment d'injustice ». Les conflits au travail se portent bien : c'est ce qu'il a pu constater dans une enquête au long cours au sein de trois grands groupes. Trouvant leur source dans un profond sentiment d'injustice, les conflits éclatent en une multitude de registres qui débordent pour une grande part l'action syndicale.

Contretemps consacre son dernier n° sur un dossier intitulé « Un spectre hante l'Europe : l'extrême-droite ». Il faut s'attarder notamment sur l'article d'Enzo Traverso « La fabrique de la haine. Xénophobie et racisme en Europe ».